

une question pour en connaître le mandat. Rien n'est encore décidé, m'a fait savoir le ministère du Commerce, qui n'est pas représenté ici aujourd'hui. J'ai demandé comment la Commission serait financée. On m'a répondu: personne ne le sait encore. Si la Commission du blé a besoin de plus de personnel et de plus d'argent, que ne le dit-on? S'il faut faire plus de recherche, pourquoi hésiter à accroître le montant affecté aux services de laboratoire de la Commission des grains? Après tout, la recherche est une des fonctions que la loi confie à la Commission. Elle possède les connaissances voulues et son personnel comprend des hommes de valeur. Mais, comme je l'ai déjà dit, le montant qui lui a été attribué est resté le même tandis que l'industrie qu'elle sert prend de l'expansion. Nous aurions dû leur mettre l'argent entre les mains et en augmenter la somme si le montant initial ne suffisait pas aux besoins.

• (4.50 p.m.)

M. le vice-président: Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

Des voix: Poursuivez.

M. le vice-président: La Chambre consent-elle à ce que le député poursuive?

Des voix: Non.

Des voix: Oui.

M. Gleave: Je n'en ai que pour quelques minutes et je remercie le Comité et Votre Honneur...

M. le vice-président: Je regrette, mais il y a eu des «non».

[Français]

M. Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, j'espère bien ne pas avoir été celui qui a empêché mon honorable ami de continuer ses observations, mais, à tout événement, je vous remercie sincèrement de me donner l'occasion d'exprimer quelques opinions sur la question importante que nous discutons présentement.

Je traiterai du sujet plutôt brièvement, parce que les crédits du ministère ont été étudiés en comité, de façon assez sérieuse et je dirais même de façon très sérieuse. Je voudrais tout simplement appeler l'attention de l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Olson) sur l'importance que nous attachons au développement de l'agriculture canadienne en vue de faire en sorte que notre pays soit capable, dans la mesure du possible, de pourvoir à l'alimentation de notre population et, aussi, à celles des pays qui sont moins favorisés que le nôtre.

[M. Gleave.]

Nous vivons présentement des années très dures, on en convient, et le gouvernement a des problèmes très difficiles à solutionner. C'est pourquoi nous ne voulons pas être durs à son endroit, mais tout simplement travailler avec lui pour tâcher de trouver, tous ensemble, des solutions qui seraient avantageuses non seulement pour l'agriculteur lui-même, mais aussi pour toute la population qui est intéressée et qui vit des progrès de l'agriculture, lorsqu'il y a progrès.

Un certain nombre d'industries peuvent fournir des possibilités d'emploi, dans la mesure où l'agriculture peut commander de ces industries des produits qui sont nécessaires à l'exploitation agricole.

Monsieur le président, l'économie agricole est devenue difficile, et je dirais même, parfois, cruelle. A tout cela viennent s'ajouter les graves dommages qui résultent d'une fâcheuse confusion entre les fonctions d'ordre politique et celles d'ordre économique, et je voudrais faire une distinction.

Nous voulons inviter la population à bien réfléchir sur les différents domaines de responsabilités. Les cultivateurs eux-mêmes ont des responsabilités qu'ils doivent accepter en faisant tous les efforts possibles pour abaisser leur coût de production de façon à mettre en marché un produit de première qualité, à un prix convenable, proportionnel au pouvoir d'achat de la masse de la population, et à concurrencer, quand il y a lieu, les produits qui proviennent des pays étrangers.

Jusqu'à ces dernières années, l'agriculture familiale répondait assez bien aux besoins de l'époque, mais à cause de l'industrialisation rapide de notre pays, l'agriculture doit nécessairement subir des transformations profondes qui, même si nous les acceptons, doivent néanmoins tenir compte des exigences du bien commun et de la justice sociale. L'instabilité de l'agriculture exige de tous ceux qui y sont engagés la plus absorbante activité, qu'il s'agisse des cultivateurs eux-mêmes ou encore des gouvernements, à tous les échelons. Au fur et à mesure que le progrès s'installe chez nous, des moyens plus nombreux nous aident à faire un travail plus efficace sur la terre, et nous devenons en quelque sorte les victimes de ce progrès.

J'ai écouté, depuis que je suis dans cette enceinte, les discours des députés des différentes régions du pays et partout, lorsqu'on parle d'agriculture, on se rend compte qu'on semble vivre dans un étai où il n'est presque pas possible de respirer d'une façon normale.

On entend très souvent parler des problèmes des producteurs de céréales de l'Ouest, et j'en suis heureux, parce que cela me permet de prendre connaissance des problèmes qui existent à la grandeur du pays.